

PN-ABT-818

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

REPUBLIQUE DU MALI  
UN PEUPLE- UN BUT-UNE FOI

**SEMINAIRE DE PLANIFICATION DE  
SELINGUE**

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION DE BASE

UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT  
Bamako, Mali  
1992

*BEST AVAILABLE COPY*

**BASIC EDUCATION EXPANSION PROJECT**  
 UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT

COMMUNITY SUPPORT DOCUMENTS (APPUI A LA COMMUNAUTE)

<u>DATE</u>	<u>LANGUAGE</u>	<u>TITLE</u>	<u>SOURCE</u>
1992	English	STATUTES AND REGULATIONS OF THE FAEF	BPE
1991	French/English	FAEF PROCEDURES-LETRES D'EXECUTION - PROGRAMMES	BPE
1992	French	LE DEVELOPPEMENT DES ECOLES DE BASE DANS LE DISTRICT DE BAMAKO 1ER RAPPORT	ISFRA
1992	French	LE DEVELOPPEMENT DES ECOLES DE BASE DANS LE DISTRICT DE BAMAKO 2EME RAPPORT	ISFRA
1992	French	SEMINAIRE DE PLANIFICATION DE SELINGUE	MEN
1992	French	NOTE TECHNIQUE SUR LA SITUATION DES PROJETS DE REHABILITATION DES ECOLES DU CERCLE DE KOLOKANI	BPE
1993	French	SEMINAIRE NATIONAL MEDIAS COMMUNAUTAIRES EDUCATION DE BASE, RAPPORT DE SYNTHESE	.
Jun 1993	French	CREATION D'UNE ECOLE POUR LES ENFANTS SOURDS AU MALI	AMPSOM
.	French	LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DES ECOLES DE BASE DU MALI	ISFRA
.	French	ROLE DES ONG EN EDUCATION DE BASE AU MALI	GPEB
Sep 1992	French	APPUI AUX ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES	WE
1993	French	GUIDE DE FORMATION DES ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES	WE
Aug 1993	French	RAPPORT DE MISSION SUR L'EVALUATION DU PROJET PILOTE 'APPUI AUX ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES'	WE

**LEGEND**

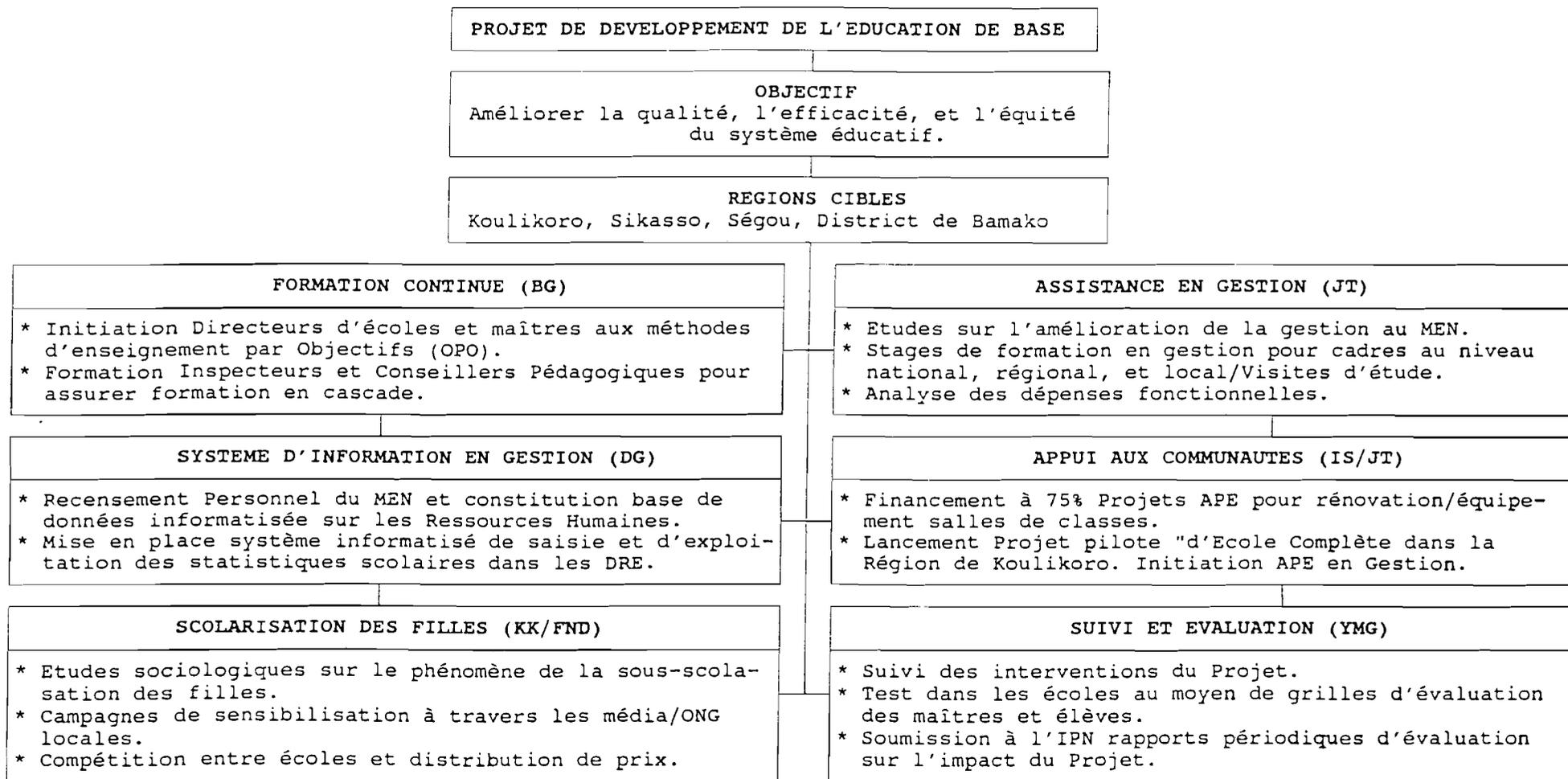
AMPSOM-	Association Malienne pour la Promotion des Sourds et Sourds-Muets
BPE -	Bureau des Projets d'Education
GPEB-	Groupe Pivot Education de Base (Bamako)
ISFRA -	Institut Superieur de Formation et de Recherche Appliquée
WE-	World Education

0

A

USAID/MALI  
 EDUCATION/HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT OFFICE  
 BASIC EDUCATION EXPANSION PROJECT (BEEP)

---



W

## TABLE DES MATIERES

	Page
1. Note Introductive du Ministre de l'Education Nationale	2
2. Compte Rendu de Synthèse du Séminaire	3
3. Tableaux sur les problèmes au niveau de l'Enseignement Primaire	9
4. Tableaux sur les objectifs	18
5. Matrice de Planning des interventions du Projet	19
6. Annexes	28
Carte des zones d'intervention du Projet	29
Sommaire Executif de l'Avenant du "BEEP"	30
Representation Graphique de l'Evolution des Effectifs Scolaires 1982 à 1992	32
et de la Population Scolarisable et Scolarisée	33
Décision N°0254/MEN portant Organisation du Sémaire	34
Notice d'Information distribuée aux participants avant le séminaire	37

/)) MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

-----  
C A B I N E T

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI  
-----

LETTRE CIRCULAIRE N° 0573<sup>M</sup>/MEN-CAB

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

- /-) Messieurs les Directeurs Nationaux ( DAF - DNEF - IPN )
- /-) Madame la Directrice du Bureau des Projets Education
- /-) Mesdames et Messieurs les participants au Séminaire de SELINGUE.

Voici donc présenté ci-joint le fruit des réflexions que vous avez conduites durant le Séminaire de SELINGUE du 10 au 14 Février 1992.

Je tiens à vous complimenter une fois de plus pour le sérieux de votre travail et l'esprit dans lequel vous l'avez mené. Le développement de l'Ecole de base qui est la pierre d'achoppement de notre système éducatif mérite que l'on se penche sur les difficultés qu'il soulève avec la ferme volonté de les résoudre.

C'est ce qui nous reste à entreprendre, chacun selon ses attributions.

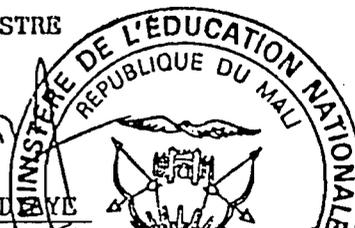
Il conviendra notamment qu'au niveau de chaque Direction, les actions prioritaires soient identifiées. Un responsable sera désigné qui les coordonnera et tiendra informé de leur développement le Comité de Suivi que j'ai l'intention de créer au sein du Cabinet.

Je ne doute pas que chacun, conscient de l'enjeu, mettra tout en oeuvre pour le bien de la jeunesse de notre pays, et d'avance, je vous remercie.

17 MARS 1992

LE MINISTRE

ISSA N'DIAYE



**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE  
Du 10 au 14 Février 1992**

**COMPTE RENDU DE SYNTHESE DU SEMINAIRE DE SELINGUE**

En préalable à la réunion de concertation préconisée par la mission de supervision de l'I.D.A (cf. Aide mémoire du 31.10.91 - page 3, paragraphe 5, alinéa a/) et devant regrouper tous les partenaires intervenant dans la formation des maîtres, afin "d'assurer une meilleure harmonisation, une coordination plus étroite et une couverture formative plus équilibrée", un séminaire s'est tenu à SELINGUE, du 10 au 14 février 1992, sous l'égide de l'USAID et avec la collaboration des coopérations françaises et allemande, sur le thème général du développement de l'éducation de base.

L'analyse critique que nous avons faite de notre système éducatif, sans pour autant en nier les mérites, nous a conduits à prendre la décision de réunir, en vue d'une réflexion commune, tous les partenaires engagés dans une action éducative, et les usagers de l'école, à quelque niveau qu'ils se situent.

C'est ainsi que représentants des familles et des communautés, des directeurs d'écoles, des inspecteurs de l'enseignement fondamental, des Conseillers pédagogiques, des directeurs régionaux et d'éducation ont pu, une semaine durant, échanger le fruit de leurs expériences, faire connaître leur préoccupations, avancer des suggestions face à des responsables de l'administration centrale, des directions nationales (DAF, DNEF, IPN, BPE).

La réflexion devait porter principalement sur l'amélioration qualitative du système éducatif, l'augmentation du taux de scolarisation - et notamment celui des filles, la diminution du taux de déperditions pendant le cursus.

En réalité, c'est un vaste tour d'horizon qui a été réalisé - ainsi qu'en témoignent les tableaux joints en annexe - autour de quatre thèmes généraux:

- formation
- infrastructures
- suivi et évaluation
- gestion.

Pour chacun de ces points, il s'est agi:

- \* dans un premier temps, de déceler les problèmes qui se posaient
- \* puis, de définir des objectifs afin de les pallier
- \* ensuite, de proposer des actions spécifiques pour atteindre ceux-ci
- \* enfin, d'avancer, lorsque c'était possible, un échéancier pour leur réalisation

et ce, au niveau particulier de chaque catégorie de participants.

Il est possible de dégager, à titre d'exemples, quelques actions essentielles à conduire pour répondre aux préoccupations les plus marquantes:

1. au niveau des parents, afin de les responsabiliser davantage et de les impliquer effectivement dans le processus éducatif:

- . Campagne de sensibilisation par tous les moyens disponibles
- . Développement de la législation relative aux associations de parents.
- . Etablissement d'une carte scolaire cohérente.

2. au niveau des écoles, afin de les rendre plus performantes et plus accessibles

- . Définir le profil de l'élève du premier cycle de l'enseignement fondamental.
- . Concevoir un programme en fonction de ce profil
- . Améliorer la formation initiale et continue des maîtres
- . Equiper les classes en matériel didactique et en manuels.

3. au niveau des inspections de l'enseignement fondamental

- . Instituer une formation initiale et un recyclage périodique des conseillers pédagogiques et des inspecteurs
- . Renforcer leurs moyens d'intervention.

4. au niveau des directions régionales, pour les rendre plus opérationnelles
  - . Former les personnels en matière d'administration scolaire
  - . Equiper en moyens logistiques (informatique)
  
5. au niveau de la DNEF, pour améliorer les performances dans la conception, l'exécution et le suivi de la politique de développement de l'éducation de base.
  - . Construction ou réhabilitation des locaux
  - . Equipement en matériels informatiques
  - . Coordination plus poussée entre la DNEF et les structures déconcentrées
  - . Elaboration d'un plan d'action national pour la scolarisation des filles.
  
6. au niveau de la direction administrative et financière, afin de la rendre plus opérationnelle dans la gestion des ressources humaines, financières et matérielles.
  - . Recyclage du personnel
  - . Intensification de la coordination avec les autres structures du Ministère de l'Education, ainsi qu'avec les autres ministères.
  
7. au niveau de l'Institut Pédagogique National
  - . Révision des programmes scolaires
  - . Définition du cursus de formation initiale de l'élève-maître.
  - . Définition de programmes d'activités en rapport avec les orientations et options éducatives (i.e.: langues nationales)
  - . Production et diffusion d'outils pédagogiques.

8. au niveau du Bureau des Projets de l'éducation

- . Allègement, harmonisation et adaptation des procédures du FAEF
- . Extension des actions du FAEF à toutes les régions.

L'échéancier n'a été, faute de temps, qu'ébauché. Certaines mesures sont susceptibles d'être prises dans l'immédiat. D'autres, mettant en oeuvre des politiques aux conséquences non négligeables sur les budgets, ne peuvent, à ce jour, être situées avec précision dans le temps.

A ce sujet, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'amélioration du système éducatif ne revêt pas seulement un aspect quantitatif, mais requiert également une approche qualitative.

L'accroissement brutal du nombre d'élèves scolarisés dans le premier cycle, s'il pouvait se réaliser, le serait au détriment de cette qualité.

Des priorités apparaissent:

- . nombre d'écoles, réhabilitation des classes, mise en sécurité des locaux
- . fourniture scolaires minimales
- . manuels indispensables

qui grèvent les budgets, au point de retarder nécessairement d'autres échéances imposées par nos partenaires et qui sont déclarées incontournables.

Nous demeurons persuadés que la préoccupation de la qualité ne doit pas être perdue de vue, sauf à ne plus paraître crédibles aux yeux de l'opinion publique.

Page 8

Il reste également à définir la répartition des tâches. Elles ne pourront être assumées valablement que si les responsabilités sont déterminées avec précision, impliquant un engagement sans retour. Une réflexion a été engagée à ce sujet.

Enfin il convient de dire que la réussite de ce vaste projet d'amélioration du système éducatif n'a de chances de voir le jour que si une évaluation permanente est mise en place. A cette fin, il sera souhaitable de créer un comité de suivi chargé de mesurer l'état d'avancement des dispositions qui seront à prendre à chaque niveau d'intervention. Composé de représentants de chacune des parties concernées, chargés au sein de chacune d'elles d'impulser les actions programmées, il sera à même, sous l'autorité directe du cabinet du Ministre, de mener à son terme la planification arrêtée.

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE  
Du 10 au 14 Février 1992**

**TABLEAUX SUR LES PROBLEMES  
AU NIVEAU DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
**Du 10 au 14 février 1992**

**Problèmes liés à la Formation**  
**Cycle I Fondamental**

	FAMILLE COMMUNAUTE	ECOLE	IEF	DRE
<b>FORMATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coût</li> <li>- Prejugé               <ul style="list-style-type: none"> <li>. d'ordre culturel</li> <li>. insertion socio-économique</li> </ul> </li> <li>- Encadrement (bas niveau d'instruction des parents et problèmes économiques)</li> <li>- Besoin d'organisation et d'intérêt pour les problèmes éducatifs des APÉs</li> <li>- Besoin de formation en gestion et en administration</li> <li>- Inadéquation de la formation et des réalités familiales et (finalités de l'école) communautaires</li> <li>- Insuffisance de clarté dans les politiques éducatives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin de précision du profil de l'élève</li> <li>- Programmes mal formulés et mal enseignés sans instructions officielles</li> <li>- Insuffisance de matériels et d'outils pédagogiques appropriés</li> <li>- Insuffisance de motivation des maîtres</li> <li>- Insuffisance du nombre des maîtres</li> <li>- Mauvaise formation initiale des maîtres</li> <li>- Effectifs pléthoriques des classes</li> <li>- Insuffisance de formation à la Fonction de Directeur d' Ecole (Suivi Pédagogique, Administration, Gestion)</li> <li>- Insuffisance du nombre des enseignantes</li> <li>- Faible taux de scolarisation particulièrement des filles</li> <li>- Inadéquation des méthodes pédagogiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de formation aux fonctions d'Inspecteurs et de C.P. (Pédagogie, Administration, Gestion, Suivi/Evaluation)</li> <li>- Sollicitations abusives des Inspecteurs en plus de leurs tâches officielles</li> <li>- Sensibilisation insuffisante des Inspecteurs à la Scolarisation des Filles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de formation à la fonction de Directeur Régional de l'Education (Planification, Statistique, Carte Scolaire, Administration, Gestion)</li> <li>- Manque de formation du personnel approprié des DRE.</li> </ul>

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
 Du 10 au 14 février 1992

Problèmes liés à la Formation  
 Cycle I Fondamental

	DNEF	DAF	IPN	BPE
FORMATION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de personnel qualifié dans les domaines de la Planification, Statistique, Carte scolaire, Administration scolaire, Gestion, Suivi/Evaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de personnel qualifié en Carte scolaire, Planification, Evaluation, Informatique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance du nombre de formateurs des formateurs</li> <li>- Absence de formateurs des formateurs dans certains domaines (Economie, ...)</li> <li>- Formation et recyclage de formateurs des formateurs (IPEG, ENSEC, IPN, )</li> <li>- Insuffisance des actions de formation</li> <li>- Insuffisance de structures d'accueil pour les stages et séminaires</li> <li>- Insuffisance de précision du profil de l'élève-maître</li> <li>- Pas d'intégration des sortants de l'IPEG et ENSEC</li> <li>- Programmes actuels de formation inadaptés au niveau des recrutés de l'IPEG.</li> <li>- Formation professionnelle inappropriée et insuffisante</li> <li>- Mauvaise programmation des stages pratiques des élèves-maîtres.</li> <li>- Insuffisance de formation des concepteurs et évaluateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de personnel qualifié en Planification et en exécution des projets</li> </ul>

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
**DU 10 au 14 février 1992**

**Problèmes liés aux infrastructures/équipements**  
**Cycle I Fondamental**

	FAMILLE/COMMUNAUTE	ECOLE	IEF	DRE
<b>INFRASTRUCTURE/ EQUIPEMENTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faiblesse de revenus</li> <li>- Moyenne d'adhésion de la philosophie de l'école</li> <li>- Eloignement des écoles (conditions d'accueil) des villages de provenance des enfants</li> <li>- Insuffisance de la TDRL</li> <li>- Mauvaise gestion de la TDRL</li> <li>- Difficulté de recouvrement de la TDRL</li> <li>- Eloignement des sources d'eau potable</li> <li>- Insuffisance de formation des organisations communautaires</li> <li>- Sous-utilisation/mauvaise utilisation des ressources communautaires</li> <li>- Non respect de la carte scolaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de Plan spécifique de prévisions des besoins en infrastructures scolaires</li> <li>- Insuffisance et sous-equipement: classes, mobilier scolaire, latrines, électricité eau, cantines scolaires, dispensaires, locaux administratifs</li> <li>- Delabrement et vétusté de l'existant</li> <li>- Insuffisance/Manque de manuels scolaires</li> <li>- Besoin d'équipements pour les activités pratiques dirigées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de moyens logistiques</li> <li>- Insuffisance de crédits de fonctionnement</li> <li>- Vétusté des équipements</li> <li>- Locaux quelquefois inappropriés, insuffisants et mal équipés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de moyens logistiques</li> <li>- Insuffisance et obsolescence des équipements</li> </ul>

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
**DU 10 au 14 février 1992**

**Problèmes liés aux infrastructures/équipements**  
**Cycle I Fondamental**

	DNEF	DAF	IPN	BPE
<b>INFRASTRUCTURE/ EQUIPEMENTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-équipement</li> <li>- Insuffisance de moyens logistiques</li> <li>- Vétusté des équipements</li> <li>- Besoin d'équipement approprié</li> <li>- Insuffisance des locaux</li> <li>- Manque de textes officiels organisant et régissant clairement les écoles privées (spécialement les écoles de base)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de moyens logistiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-équipement</li> <li>- Insuffisance de moyens logistiques</li> <li>- Vétusté des équipements et de locaux</li> <li>- Manque d'équipement approprié.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lourdeur et lenteur des procédures FAEF</li> <li>- Vétusté/insuffisance des locaux</li> <li>- Limitation de la zone d'intervention du FAEF</li> <li>- Imprécision des critères de financement des écoles de base.</li> </ul>

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
**DU 10 au 14 février 1992**

**Problèmes liés aux Systèmes de Gestion**  
**Cycle I Fondamental**

	FAMILLE/COMMUNAUTE	ECOLE	IEF	DRE
<b>SYSTEMES/GESTION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvaise organisation</li> <li>- Difficulté de communication/information</li> <li>- Insuffisance de pouvoir et d'autorité des APE</li> <li>- Difficulté de collecte et de réception des 30% des TDRL</li> <li>- Mauvaise gestion</li> <li>- Insuffisance d'intérêt</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin de rigueur dans la planification</li> <li>- Habitudes routinières de gestion</li> <li>- Meconnaissance/inexistence des textes réglementaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance du crédit de fonctionnement des IEF</li> <li>- Besoin de personnel qualifié en Administration et en Gestion</li> <li>- Rapports entre le DNEF, le DRE, l'Inspecteur et l'Administration Centrale (voir interprétation des textes)</li> <li>- Mauvaise qualité des données permettant l'exploitation des statistiques</li> <li>- Difficulté de gestion des ressources humaines et matérielles</li> <li>- Difficultés de planification               <ul style="list-style-type: none"> <li>. Effectif insuffisant des inspecteurs</li> <li>. Effectif insuffisant des CP</li> </ul> </li> <li>- Difficulté dans l'évaluation objective du personnel</li> <li>- Disproportion entre tâches administratives et tâches pédagogiques               <ul style="list-style-type: none"> <li>. Absence de délégation de pouvoir au CP de la part des Inspecteurs</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté de mise en oeuvre de la déconcentration</li> <li>- Besoin de personnel qualifié en gestion, administration, et planification</li> <li>- Difficulté de gestion des ressources humaines et redéploiement</li> <li>- Insuffisance des crédits de fonctionnement</li> </ul>

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
**DU 10 au 14 février 1992**

**Problèmes liés aux Systèmes de Gestion**  
**Cycle I Fondamental**

	DNEF	DAF	IPN	BPE
<b>SYSTEMES/GESTION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des ressources financières, humaines et matérielles pour assurer une bonne gestion.</li> <li>- Faible capacité d'analyse des données statistiques scolaires</li> <li>- Problème de coordination</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin de programmation budgétaire</li> <li>- Problème de discipline budgétaire (exécution de dépenses non engagées)</li> <li>- Insuffisance des ressources financières et matérielles</li> <li>- Problèmes de gestion des ressources humaines (avancement, régularisation des situations administratives, suivi des dossiers administratifs des agents)</li> <li>- Insuffisance de personnel qualifié en planification, analyse et évaluation               <ul style="list-style-type: none"> <li>. Manque de données sur les ressources humaines et la carte scolaire</li> </ul> </li> <li>- Faiblesse dans la coordination avec les autres structures de l'Éducation et les autres ministères               <ul style="list-style-type: none"> <li>. Insuffisance d'outils d'analyse nécessaires à la formation des enseignants</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de crédits pour la formation continue du personnel enseignant</li> <li>- Difficulté de gestion de la recherche et des innovations pédagogiques</li> <li>- Problème d'exploitation des résultats de recherche</li> <li>- Absence de certaines sections spécialisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de communication entre le BPE, les autres Directions Nationales et les DRE</li> <li>- Insuffisance de ressources humaines nationales qualifiées (planification, analyse et évaluation)</li> </ul>

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
**DU 10 au 14 février 1992**

**Problèmes liés au Suivi/Evaluation**  
**Cycle I Fondamental**

	FAMILLE/COMMUNAUTE	ECOLE	IEF	DRE
<b>SUIVI/EVALUATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de l'encadrement des enfants par les parents</li> <li>- Réticence des parents à la Scolarisation en général et celle des filles en particulier</li> <li>- Retrait des enfants de l'école particulièrement les filles</li> <li>- Besoin de participation des parents et des communautés à la gestion de l'école</li> <li>- Insuffisance du suivi du financement de l'école par les parents et les communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance du système d'évaluation des élèves par le maître</li> <li>- Insuffisance de l'évaluation du curriculum (programme)</li> <li>- Insuffisance de l'évaluation des outils pédagogiques</li> <li>- Absence d'évaluation de l'équipement scolaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance du système d'évaluation des Directeurs et des Maîtres par l'Inspecteur</li> <li>- Insuffisance de recrutement dans les écoles et besoin d'équité entre filles et garçons dans ce recrutement</li> <li>- Faible rétention des élèves et en particulier des filles à l'école</li> <li>- Besoin de plan d'action de développement de l'éducation</li> <li>- Insuffisance de collaboration entre l'Inspecteur, les Associations de Parents d'Elèves et, le Comité de Développement</li> <li>- Insuffisance de précision dans l'établissement de la carte scolaire dans la circonscription (IEF)</li> <li>- Insuffisance de suivi des programmes dans leur exécution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin de fonctionnalité de structures des DRE</li> <li>- Besoin de congruence entre les profils des agents et les tâches assignées aux sections d'accueil</li> <li>- Insuffisance du système d'évaluation des Inspecteurs et des C.P.</li> <li>- Insuffisance du système d'évaluation des maîtres et des élèves au niveau régional</li> <li>- Absence d'actions de suivi et de soutien pour la scolarisation des filles</li> <li>- Besoin de précision dans l'établissement de la carte scolaire</li> <li>- Insuffisance des rapports DRE/APE/CD</li> <li>- Insuffisance dans le classement et conservation des documents et archives de l'éducation.</li> </ul>

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
**DU 10 au 14 février 1992**

**Problèmes liés au Suivi/Evaluation**  
**Cycle I Fondamental**

	<b>DNEF</b>	<b>DAF</b>	<b>IPN</b>	<b>BPE</b>
<b>SUIVI/EVALUATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de fonctionnalité des structures de la DNEF</li> <li>- Besoin de conceptualisation des actions de suivi et de soutien pour la scolarisation des filles</li> <li>- Anomalie d'évaluation des Inspecteurs par la DNEF</li> <li>- Insuffisance du système d'évaluation des élèves</li> <li>- Insuffisance de coordination des activités de la DNEF avec les autres directions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de données fiables sur l'éducation de base</li> <li>- Insuffisance du suivi et de l'évaluation de la gestion du MEN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de la coordination des activités de l'IPN et celles des autres directions nationales avec les partenaires extérieurs</li> <li>- Insuffisance de l'évaluation des projets de l'éducation de base</li> <li>- Absence d'évaluation des actions de l'IPN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de la circulation de l'information entre le BPE et les bénéficiaires des services du BPE</li> </ul>

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE  
Du 10 au 14 Février 1992**

**TABLEAUX SUR LES ACTIVITES ARRETEES  
ET CALENDRIER D'EXECUTION**

**USAID/PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION DE BASE**  
**La Matrice du Planning des interventions du Projet**  
 (Juillet 1992 - Juillet 1994)

Poste:

	A COMMUNAUTE	B ECOLE	C IEF	D DRE	E DAF	F DNEF	G IPN	H BPE	H CABINET
1.Gouvernance	A1	B1	C1	D1	E1	F1	G1	H1	I1
2.Appui de la Communauté	A2	B2	C2	D2	E2	F2	G2	H2	I2
3.Statistiques des Elèves	A3	B3	C3	D3	E3	F3	G3	H3	I3
4.Statistiques du personnel	A4	B4	C4	D4	E4	F4	G4	H4	I4
5.Statistiques de la formation	A5	B5	C5	D5	E5	F5	G5	H5	I5
6.Programme d'intervention	A6	B6	C6	D6	E6	F6	G6	H6	I6
7.Rendement des élèves	A7	B7	C7	D7	E7	F7	G7	H7	I7
8.Inventaire des matériels pédagogiques	A8	B8	C8	D8	E8	F8	G8	H8	I8
9.Inventaire de l'équipement	A9	B9	C9	D9	E9	F9	G9	H9	I9
10.Inventaire de l'infrastructure	A10	B10	C10	D10	E10	F10	G10	H10	I10
11.Carte scolaire	A11	B11	C11	D11	E11	F11	G11	H11	I11
12.Finance	A12	B12	C12	D12	E12	F12	G12	H12	I12

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
 Du 10 au 14 Février 1992

**OBJECTIF (FAMILLE/COMMUNAUTE): - Impliquer effectivement les parents dans le processus éducatif**

Objectifs Spécifiques	Activités	1992 (5 mois)	1993 (12 mois)	1994 (7 mois)	Indicateurs de réalisation	Indicateur d'impact
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabiliser les parents vis-à-vis de la question scolaire (lutte contre les préjugés, encadrement des enfants, rôle des mères, connaissance des objectifs éducatifs.)</li> <li>- Mieux structurer les associations des parents d'élèves</li> <li>- Accroître la dynamique de groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Parents:</b> Organisation de conférences, émissions radio, TV, Théâtre, affiches, documents spécifiques</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>• <b>Associations de parents d'élèves:</b> Présentation des textes législatifs fixant le rôle des associations de parents d'élèves au sein de la communauté.</li> <li>- Organisation de sessions d'information sur la gestion administrative et financière de l'école sur les APD</li> <li>• <b>Communauté:</b> Organisation de fêtes scolaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparation (5 mois)</li> <li>- Exécution</li> <li>- Suivi</li> <li>- Collecte, relecture et adoption des textes APE (5 mois)</li> <li>- Préparation des sessions</li> <li>- Exécution des sessions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exécution</li> <li>- Suivi</li> <li>- Diffusion et application des textes APE</li> <li>- Préparation</li> <li>- Exécution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exécution</li> <li>Suivi</li> <li>- Préparation</li> <li>- Exécution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'activités menées</li> <li>- Adoption des textes régissant les APE</li> <li>- Nombre de sessions</li> <li>- Une fête au moins par an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroissement d'intérêt envers l'école</li> <li>- Connaissance de l'existence des textes</li> <li>- Nombre de parents informés</li> <li>- Appui des parents en faveur des APD</li> <li>- Accroissement de l'esprit de groupe</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapprocher l'école des villages de provenance des élèves</li> <li>- Déterminer les normes de construction et implantation des infrastructures, notamment les écoles de base dans les communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration et mise en oeuvre effective d'une carte scolaire fonctionnelle</li> <li>- Elaboration et/ou diffusion et application effective des textes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confection d'une carte scolaire</li> <li>- Etude sur les Ecoles de Base</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour de carte scolaire</li> <li>- Application des résultats de l'étude</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour de la carte scolaire</li> <li>- Evaluation</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la carte scolaire</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la capacité organisationnelle et d'action des APEs</li> <li>- Promouvoir des modèles alternatifs de financement scolaire/communautaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dynamisation/définition d'un cadre d'intervention des APE dans la Gestion des écoles</li> <li>- Développement/partariat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une session de formation</li> <li>- Sessions de réflexions/les modèles traditionnels de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 sessions de formation</li> <li>- Identification et sélection des modèles appropriés</li> <li>- Application</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 sessions de formation</li> <li>- Application</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de sessions de formation</li> <li>- Utilisation de méthodes alternatives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Meilleure gestion des APE</li> <li>- Accroissement de la capacité de financement</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître la capacité d'encadrement des parents, notamment des mères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mécanismes de contrôle des activités scolaires et du personnel enseignant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Campagnes de sensibilisation des APE</li> <li>- Organisation de comités de contrôle au sein des APE</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'activités des APE au sein de l'école</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Meilleur suivi de l'Ecole par les APE</li> </ul>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
 SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE  
 Du 10 au 14 février 1992

OBJECTIF (ECOLE): Promouvoir une école plus performante et plus accessible

Objectifs Spécifiques	Activités	1992	1993	1994	Indicateurs de réalisation	Indicateur d'impact
- Assurer une meilleure formation des élèves	- Définition du profil de l'élève  - Conception des programmes en fonction du profil de l'élève  - Amélioration de la formation initiale et continue des enseignants	- Adoption d'une méthodologie - Identification du profil  - Evaluation des programmes existant  - Profil de l'élève-maitre	- Institutionnalization de la méthodologie et le profil de l'élève  - Révision des programmes en fonction du nouveau profil - Elaboration des I.O. - Traduction en O.P.O  - Révision des programmes en fonction du nouveau profil	- Expérimentation des nouveaux programmes dans les écoles  - Test - Identification des besoins à partir du test - Recyclage	- Profil défini  - Généralisation Programme adopté  - Programme adopté - Maîtres formés	Meilleure connaissance de l'élève par l'enseignant  - 90% des élèves sont capables de lire, écrire, calculer correctement - 90% des élèves maîtres savent enseigner correctement les différentes disciplines au premier cycle de l'E.F. - 90% des élèves passent dans la classe supérieure
- Réhabiliter et accroître les infrastructures et équipements scolaires  - Produire et diffuser des matériels didactiques de qualité et en nombre suffisant	- Production de matériels didactiques/équipement.  - Production de matériels didactique/équipement	- Identification des besoins (qualité/quantité)  - Identification des besoins	- Réfection de l'existant - Confection de nouveaux équipements  - Confection de matériels didactiques peu coûteux	- Livraison aux écoles et création d'équipes de maintenance  - Distribution dans les écoles	- Besoins satisfaits  - Ecoles équipées	- Ecoles équipées à 95%  - Accroissement de la qualité de l'enseignement
- Améliorer la pratique administrative dans les écoles	- Identification et application des principes modèles d'administration scolaire	- Etude pour identifier les modèles - Sélection de modèles	- Test des modèles choisis	- Mise en application des modèles	- Utilisation des modèles dans les écoles	- Meilleure administration de l'école
- Améliorer le système d'évaluation des élèves, des programmes et autres outils pédagogiques  - Améliorer le système d'inventaire périodique de l'équipement scolaire	- Mise en place d'un dispositif amélioré d'évaluation  - Mise en place d'un système d'inventaire	- Etude sur les différentes méthodes d'évaluation - Test  - Conception d'un vade mecum - Adoption du vade mecum conçu - Utilisation du vade mecum	- Adoption d'une seule méthode - Application de la méthode  - Utilisation du vade mecum	- Mise à jour du vade mecum  - Utilisation du vade mecum	- Utilisation du vade mecum	- Meilleur contrôle du patrimoine de l'école

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
 Du 10 au 14 février 1992

**OBJECTIF (IEF): Renforcer la capacité de supervision par des inspecteurs et des conseillers pédagogiques**

Objectifs Spécifiques	Activités	1992	1993	1994	Indicateurs de réalisation	Indicateur d'impact
- Insérer un dispositif de formation permettant à un nombre suffisant d'Inspecteurs, de Conseillers Pédagogiques et d'Orientation d'accroître leurs compétences dans leurs fonctions administratives et pédagogiques	- Identification des besoins en I.E.F. et CP - Elaboration des profils requis et spécifiques des IEF, CP et CO - Formation des formateurs des IEF et CP - Institutionnalisation d'une formation initiale, et d'un recyclage systématique, périodique des IEF et CP.	- Evaluation de l'existant - Identification des besoins - Elaboration des profils requis et spécifiques - Formation des formateurs des I.E.F. des C.P. et des C.O.	- Mise en place d'un dispositif institutionnalisé de formation des I.E.F. des C.P. et C.O. - Organisation de stage de formation théorique et pratique	- Evaluation de la formation dispensée - Renforcement de la formation par des stages, des voyages d'études ou d'échange d'expériences	Toutes les circonscriptions sont pourvues en I.E.F., en C.P. et en C.O. bien formés et en nombre suffisant.	- Les IEF recrutés et ainsi formés assurent une bonne supervision de l'éducation de base
- Améliorer les conditions de travail des IEFs	- Renforcer des moyens d'intervention des IEF et des conseillers - Construction et équipement des locaux plus fonctionnels	- Identification des besoins en moyens d'intervention et en locaux plus fonctionnels - Dotation en moyens logistiques (matériel et équipement pour bureaux) Rénovation des locaux qui l'exigent.	- Construire de locaux plus fonctionnels, là où c'est nécessaire - Dotation en véhicules appropriés	- Construction de locaux plus fonctionnels plus logements et dotation en véhicules appropriés, plus leur entretien - Evaluation des interventions	Toutes les IEF sont dotées de locaux fonctionnels et en moyens logistiques suffisants et appropriés	Les IEF, CP et CO disposent de conditions de travail requises et les circonscriptions sont mieux encadrées
- Spécifier le niveau de responsabilités de l'IEF en matière de gestion et d'administration scolaire au niveau de la circonscription	- Elaboration et/ou diffusion et application des textes organiques	- Identification des textes organiques existants, leur rélecture - Proposition d'adaptation ou d'élaboration	- Diffusion et application des textes organiques	- Evaluation du début de l'application des textes organiques	L'IEF a plus de responsabilité dans la gestion et administration scolaire de sa circonscription grâce aux textes organiques	La circonscription est mieux gérée et mieux administrée par l'IEF
- Assurer le suivi du plan d'action de développement de l'éducation dans la circonscription - Améliorer le système d'évaluation de directeurs et des maîtres	- Application des grilles de suivi et évaluation des maîtres et directeurs - Exposé et explication du plan d'action aux partenaires (ONG, APE,...) - Répartition des tâches entre différents acteurs et suivi périodique de leur exécution	- Exposé et explication puis sensibilisation autour du plan d'action aux différents partenaires - Répartition des tâches entre les différents partenaires - Etablissement d'un calendrier d'exécution - Etudes et diffusion des nouvelles grilles de suivi et évaluation des maîtres et des directeurs	- Exécution du plan d'action suivant le calendrier - Suivi de l'exécution par les partenaires - Application des nouvelles grilles de suivi et évaluation	- Poursuite de l'exécution du plan d'action - Evaluation de l'exécution  - Evaluation de l'application des nouvelles grilles de suivi et évaluation	La réalisation complète du plan d'action suivant le calendrier  Les maîtres et les directeurs sont mieux suivis et évalués	Le développement de l'éducation de base dans la circonscription  L'IEF est mieux informé sur le rendement de ses Directeurs et de ses maîtres

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
SEMINAIRE DE PLANNING SELINGUE  
Du 10 au 14 février 1992

**OBJECTIF (DRE):** Rendre les DRE plus opérationnelles dans le processus et l'application des décisions

Objectifs Spécifiques	Activités	1992	1993	1994	Indicateurs de réalisation	Indicateur d'impact
- Donner une formation complémentaire au personnel de la DRE en administration scolaire	- Définition du profil de poste du personnel de la DRE  - Programme de formation en administration scolaire  - Diffusion des textes organiques	- Analyse des textes organiques et suggestions d'amendement s'il y a besoin    - Collection/distribution des textes	- Organisation de stages de formation		- Nombre de stages organisés	- Performance améliorée  - Amélioration dans la prise de décision
- Améliorer les conditions de travail	- Système de communication plus performant  - Equipement en moyens logistiques (informatique)	- Satisfaction de besoins par ordre de priorité			- Service équipé correctement	- Efficacité dans le fonctionnement et prise de décision
- Conférer plus de pouvoir aux DRE  - Gérer rationnellement les ressources humaines et matérielles	- Appui institutionnel à la décentralisation  - Mise en place de système de motivation	- Diffusion et application de textes  - Détermination de différents critères de motivation et leur mise en application			- Rapidité et pertinence de décision  - Nombre d'agents disponibles	- Efficacité de la DRE  - Accroissement et amélioration du rendement
- Renforcer le suivi de la carte scolaire et du plan d'action de l'éducation au niveau régional  - Instaurer un système d'évaluation des DRE	- Mise en place d'un dispositif de suivi/évaluation	- Application du système de suivi/évaluation			- Utilisation du système	- Meilleure gestion de la DRE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE  
Du 10 au 14 février 1992

**OBJECTIF (DNEF):** Améliorer la performance de la DNEF dans la conception, exécution et suivi de la politique de développement de l'éducation de base

Objectifs Spécifiques	Activités	1992	1993	1994	Indicateurs de réalisation	Indicateur d'impact
- Accroître les compétences du personnel de la DAF dans la conception, exécution et suivi de la politique de l'Éducation de Base	- Formation du personnel de la DNEF dans les domaines concernés	- Organisation de stages de formation			- Nombre de stages organisés	- Performance améliorée
- Améliorer les conditions de travail de la DNEF	- Dotation en moyens logistiques - Construction de nouveaux locaux - Equipements en matières informatiques	- Soumission des besoins par ordre de priorité	- Satisfaction des besoins		- Réception du matériel acheté	- Meilleure condition de travail
- Préciser les statuts juridiques des écoles de base  - Intensifier la coordination entre la DNEF et ses structures déconcentrées  - Faciliter l'accès à l'Éducation pour tous les enfants en particulier les filles	- Adoption des textes régissant les écoles de base  - Concertations périodiques et régulières entre la DNEF et ses structures déconcentrées - Activation de la communication  - Elaboration d'un plan d'action national pour la scolarisation des jeunes filles.	- Recensement et analyse des textes  - Organisation des réunions entre la DNEF et ses structures  - Etude sur la scolarisation des filles	- Envoi observations, critiques, suggestions au Cabinet  - Tournée dans les IEF et les écoles une fois par trimestre  - Elaboration de plan d'action - Diffusion		- Adoption des textes  - Nombre de réunions et de tournées par an  - Adoption du plan d'action	- Plus de clarté sur les statuts des écoles de base  - Meilleure coordination et communication  - Plus d'enfants dans les écoles en particulier les filles
- Suivre et Evaluer les efforts de scolarisation	- Mise en place d'un mécanisme de soutien et suivi de la scolarisation	- Elaboration d'un instrument de collecte des données	- Collecte des données et analyse des données		- Existence d'un système de suivi/évaluation	- Plus grande maîtrise des problèmes en matière de scolarisation

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE  
Du 10 au 14 février 1992

OBJECTIF (DAF): Rendre la DAF plus opérationnelle dans la gestion des ressources humaines, financières et matérielles

Objectifs Spécifiques	Activités	1992	1993	1994	Indicateurs de réalisation	Indicateur d'impact
- Accroître les compétences en gestion de la DAF	- Recyclage du personnel en fonction à la DAF	- Organisation de voyages d'études: DG: 1mois, DGA: 1 à 3 mois - Stages de formation en Planification, Economie de l'Education, Statistique appliquée à l'Economie et à la gestion, Informatique: 2 agents: 3 à 6 mois, 1 agent 12 mois (Informatique) - Formation de courte durée (séminaires) en planification, Administration, finance des économistes des établissements, chefs de division et de section des Directions Nationales et des DRE (30 agents)	2 agents  30 agents	30 agents	Application rigoureuse des règles de gestion rationnelle	Augmentation du rendement du personnel par rapport à la gestion des ressources de l'Education
- Améliorer les conditions de travail de la DAF	- Equipement de la DAF en matériels nécessaires	- Acquisition de 2 véhicules (1 4 x 4 et 1 voiture) pour missions et liaison	- Acquisition de 2 micro ordinateurs et accessoires - Acquisition de 10 climatiseurs - Acquisition de matériels de communication (téléphone, Interphone, Téléx, Fax)		Existence de bonnes conditions de travail du personnel de la DAF	Motivation du personnel au travail
- Améliorer le mécanisme à la DAF	- Intensification de la coordination avec les autres structures de l'Education ainsi qu'avec les autres ministères - Instauration d'un système de programmation budgétaire - Informatisation de la DAF	- Institutionnalisation des séances de concertation entre la DAF, les structures de l'Education et les autres départements ministériels (1 fois par trimestre) - Mise en place d'un système efficace de collecte des données et d'analyse des besoins - Informatisation des bourses et des effectifs scolaires, - Collecte et analyse des données relatives au personnel	- Institutionnalisation des séances de concertation entre la DAF, les structures de l'Education et les autres départements ministériels (1 fois par trimestre) - Mise en place d'un système efficace de collecte des données et d'analyse des besoins - Informatisation du personnel et du budget	- Institutionnalisation des séances de concertation entre la DAF, les structures de l'Education et les autres départements ministériels (1 fois par trimestre) - Informatisation matériels/Equipements	- Existence d'un mécanisme opérationnel de communication entre la DAF et les services concernés - Bonne maîtrise des dépenses à moyen et long termes - Disponibilité de l'information fiable sur le personnel, les élèves et étudiants, le matériel et les ressources financières	- Disponibilité de l'information à tous les niveaux - Efficience constatée dans la projection des dépenses - Aptitude à produire à tout moment des données de toutes natures
- Améliorer le système de suivi et évaluation de la Gestion du MEN	- Construction d'instruments de suivi et évaluation des activités de la gestion de la DAF.	- Renforcement des services d'audit internes et externes	- Renforcement des services d'audit internes et externes	- Renforcement des services d'audit internes et externes	- Disponibilité de Bilan comptable fiable	- Accessibilité à l'information relative aux comptes à tout moment

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE  
SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE  
Du 10 au 14 février 1992

OBJECTIF (IPN): Consolider la capacité institutionnelle et en ressources humaines de l'IPN

Objectifs Spécifiques	Activités	1992	1993	1994	Indicateurs de réalisation	Indicateur d'impact
- Former plus de spécialistes dans les domaines prioritaires (programmes, manuels, gestion, formation, information, évaluation)	- Formation des spécialistes - Révision des programmes scolaires - Définition du cursus de formation initiale élève maître	- Organiser les stages de formation			- Nombre de stages organisés	- Meilleure préparation et performance des spécialistes
- Renforcer la capacité d'actions, de recherches, de production et de diffusion de matériels pédagogiques (valoriser l'image et le statut de la femme dans la société africaine/malienne)	- Définition de programmes d'activités en rapport avec les orientations, options éducatives (i.e. langues nationales) - Etudes sur les programmes et les stratégies d'apprentissage - Diffusion des outils pédagogiques et production en nombre suffisant d'outils pédagogiques divers et appropriés. - Test	- Conception de prototypes des outils pédagogiques - Test	- Production des outils pédagogiques - Diffusion		- Nombre d'outils pédagogiques produits	- Amélioration de la qualité de l'enseignement
- Collaborer avec les autres entités soeurs le domaine de la recherche  - Mettre en place les mécanismes de valorisation des innovations pédagogiques nécessaires à l'efficacité du système scolaire	- Utilisation des ressources humaines disponibles dans les domaines de leur compétence  - Mise en place d'un système d'information	- Identifier les ressources humaines compétitives  - Test des innovations pédagogiques	- Mobiliser les ressources humaines dans la recherche  - Officialisation et large diffusion des innovations		- Utilisation des résultats de la recherche  - Existence des innovations dans les écoles	- Meilleure collaboration avec les autres entités  - Augmentation de la qualité de l'enseignement
- Institutionaliser l'évaluation systématique et périodique des programmes scolaires et projets éducatifs  - Instaurer un système d'évaluation périodique des activités de l'IPN	- Mise en place d'un dispositif d'évaluation	- Etude pour identifier un instrument d'évaluation approprié	- Application de l'instrument		- Existence et utilisation de l'instrument	- Meilleur fonctionnement de l'IPN

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
 Du 10 au 14 février 1992

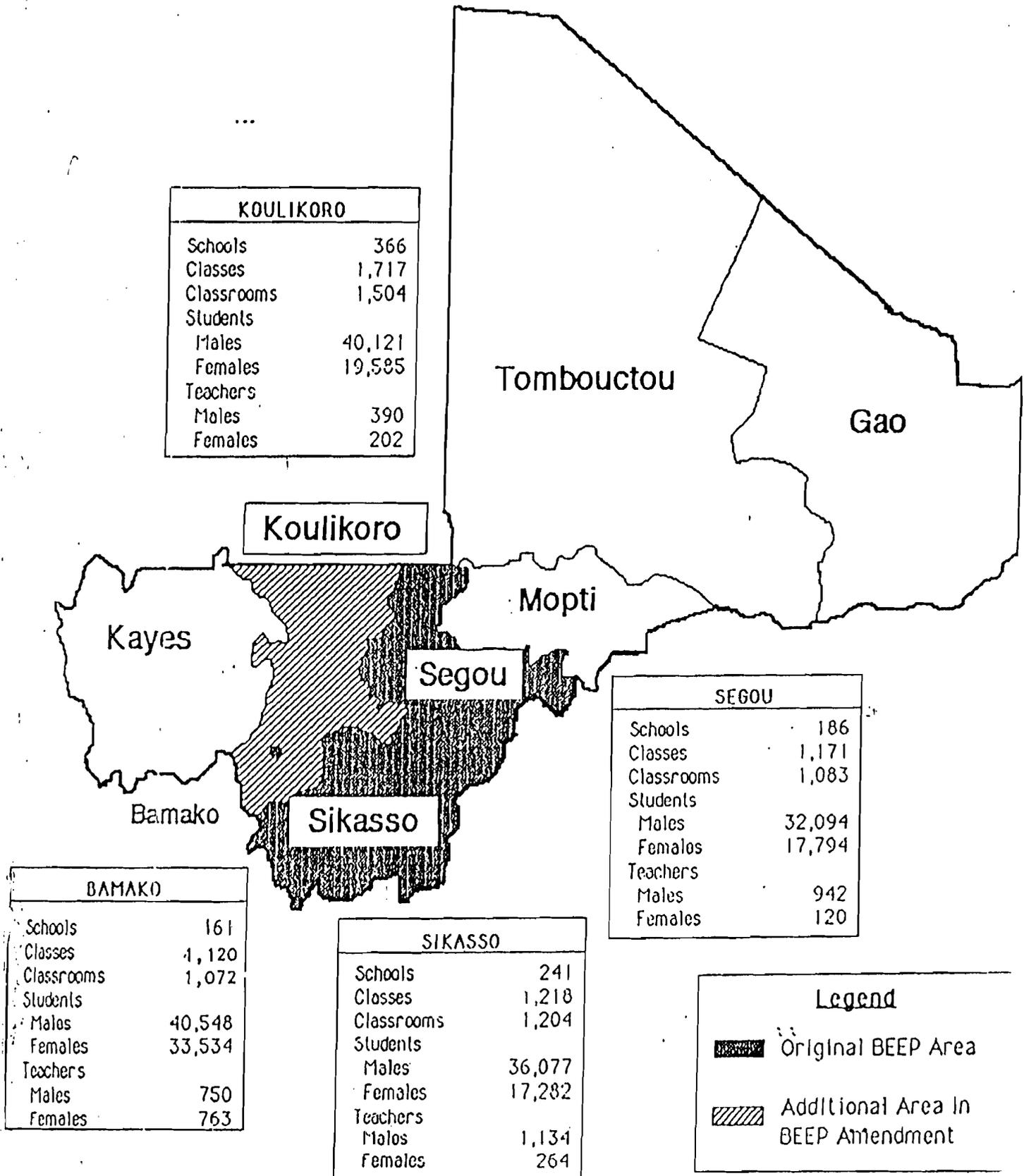
**OBJECTIF (BPE):** renforcer les compétences du BPE en vue d'assurer la conception, l'exécution et le suivi des projets éducation.

Objectifs Spécifiques	Activités	1992	1993	1994	Indicateurs de réalisation	Indicateur d'impact
- Accroître la capacité du personnel dans le domaine de la conception, l'exécution et du suivi des projets	- Organisation de stages, séminaires en planification, gestion de projets et en informatique pour le personnel administratif de conception  - Organisation de stages et séminaires en exécution, suivi et évaluation de projets et en informatique pour le personnel technique de terrain	- Stages, séminaires (cadres administratifs)	- Stages, séminaires (cadres, techniques et de terrain)		25 - 30% par an auront suivi un stage/séminaire  25 - 30% par an auront suivi un stage séminaire	Promptitude dans l'exécution des tâches et meilleure programmation
- Améliorer les conditions de travail du BPE	- Construction de locaux fonctionnels	- Construction des bureaux	- Equipements		- 100% de réalisation des bureaux  - 70% des équipements	- Aisance dans le travail (meilleur rendement, assiduité dans le travail)
- Faciliter l'accès au FAEF et l'étendre à toutes les régions  - Promouvoir la création des Ecoles de Base  - Améliorer le système d'information sur le projet	- Allègement, harmonisation et adaptation des procédures bancaires du FAEF  - Extension des actions du FAEF à toutes les régions  - Définition des critères de financement des Ecoles de base  - Organisation de circuits d'information (sessions, bulletins) à l'intention des structures impliquées	- Simplification de fiches de requêtes  - Harmonisation et adaptation des procédures bancaires  - Sensibilisation des populations et installation des antennes - Début de mise en oeuvre	- Harmonisation des procédures bancaires  - Poursuite de mise en oeuvre	Equipements complémentaires  - Harmonisation et adaptation des procédures bancaires  - Poursuite de mise en oeuvre	- 30% de l'équipement restant  - Réduction du nombre de pages de la fiche de requête de 10 à 5  - Réduction du délai de paiement à 1 semaine pour les zones rurales	- Diligence dans l'exploitation au niveau du BPE  - Economie de temps dans le remplissage des requêtes pour les APE  - Rapidité dans le décaissement  - Respect du délai de réalisation des chantiers
- Renforcer le système de suivi/évaluation des activités du BPE	- Elargissement du champ actuel en matière de suivi et d'évaluation aux bénéficiaires.	- Concevoir le système de suivi/évaluation	- Application du système		- Utilisation du système	- Amélioration des services du BPE.

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**  
**SEMINAIRE DE PLANNING DE SELINGUE**  
**Du 10 au 14 Février 1992**

**ANNEXES**

Mali Basic Education Expansion Project  
 (BEEP 688-0258)  
 1990-1991 Project Regions



**Projet de Développement de l'Éducation de Base  
688-0257**

**Sommaire Exécutif**

Ce document décrit le premier amendement du Projet de développement de l'Éducation de Base (PDEB) qui fait partie d'un effort à partenariat multiple s'élevant à \$56.000.000, dont \$12.000.000 sont alloués au soutien budgétaire hors-projet. L'amendement ajoute \$10 million, la contribution de l'AID s'élève ainsi à un total de \$20 million dont \$3 million représentent l'aide hors-projet.

PDEB a fait des incursions considérables en matière d'assistance au Ministère de l'Éducation pour traiter de l'efficacité, de l'équité, et de la qualité au système de l'enseignement fondamental. Des succès significatifs peuvent être documentés concernant plusieurs volets du projet: formation des enseignants; scolarisation des filles; formation et études en évaluation; systèmes d'information de gestion en éducation (SIG/E); ainsi que la mise au point des indicateurs basés sur des données fiables.

Le projet souligne l'importance du développement de la capacité de gestion à tous les niveaux de la hiérarchie de l'éducation, ainsi que la nécessité de s'attaquer aux problèmes des écoles primaires rurales. L'amendement est structuré autour de deux interventions qui font partie intégrale du PDEB initial: la création des Centres Pédagogiques Régionaux (RPC), et le renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux national (MEN) et régional. (Directions Régionales de l'Éducation - DRE).

Les interventions du projet sont limitées aux régions les plus peuplées, comme laisse voir la carte annotée ci-dessous. L'inclusion de Koulikoro a pour but de corriger une anomalie évidente.

Les frais des volets principaux du projet sont comme suit:

- \* La mise en place des structures de Formation continue à Bamako, Koulikoro, Segou, et Sikasso, équipés et en mesure de former chacun plus de 3.000 participants(\$1.582.000).
- \* Gestion du Système (\$1.050.000).
- \* La mise en place d'une structure de Scolarisation des Filles, et d'un Plan d'Action National (\$2.050.000). Le développement des langues nationales (\$34.000) et d'autres projets pilotes (\$8.000).
- \* FAEF: Appui aux communautés pour la réhabilitation et l'aménagement de 600 salles de classe dans les écoles primaires, la construction de 3.000 latrines et puits, et l'appui à 50 Ecoles de Base (\$1.827.000).
- \* L'Appui à un Bureau d'Évaluation et de Testing à l'IPN qui sera responsable de faire le graphique de la performance académique et des examens, ainsi qu'un suivi et une évaluation continues dans 80 écoles différentes (\$850.000).

- \* L'appui à un Bureau de Planification et d'Analyse équipé pour opérer un Système d'Information de Gestion révisé, pour les niveaux national et régional, qui se chargerait de l'analyse statistique des données financières et pédagogiques et du personnel (\$1.318.000).

Gestion du Projet d'AID (\$551.000).

Les interventions sont étalées à travers dans le système, créant ainsi un équilibre dans l'étagé du soutien.

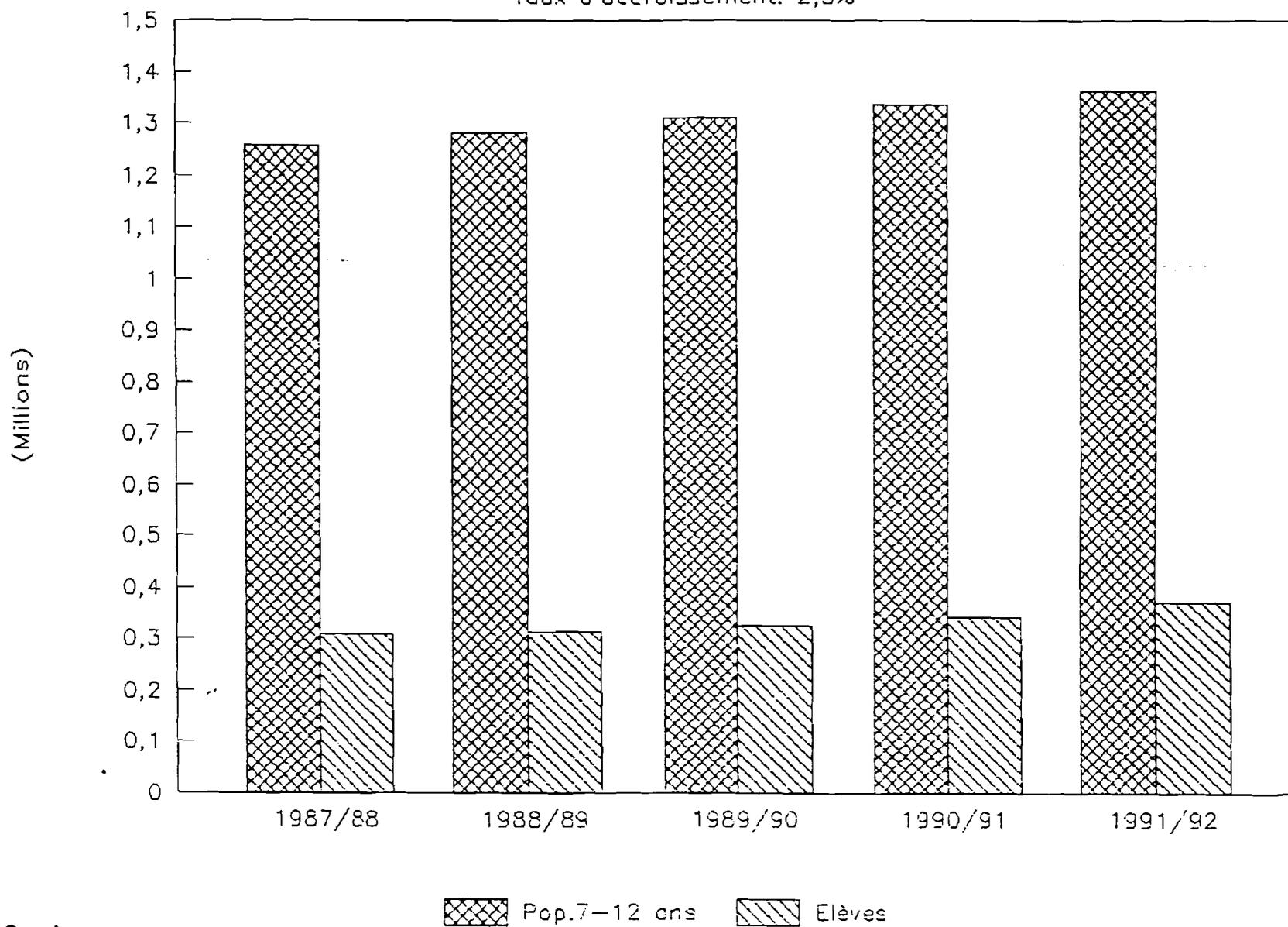
A la fin du projet, le Ministère de l'Education sera en position de fournir des services plus efficaces, plus équitables, et d'une meilleure qualité à l'éducation primaire. Le milieu sera amélioré par une nouvelle expertise en matière de gestion et par une appréciation de l'importance de définir les objectifs et de l'intention de les réaliser a travers une allocation plus rationnelle des ressources.

Un système reconçu de rapportage conduira l'information du niveau de l'école jusqu'aux plus hauts niveaux de la hiérarchie du Ministère, et vice versa. Les fonctions de gestion seront revitalisées à l'aide de la collecte adaptée des données et des instruments de rapportage. La prise de décisions sera considérablement améliorée, grâce à la disponibilité des données.

Une mise en oeuvre réussie de l'amendement augmentera l'efficacité, l'équité et la qualité du système d'éducation fondamentale, en ayant un effet positif sur les indicateurs d'efficacité internes, tels que l'inscription, l'abandon des études, la retention et les taux de redoublement. En tout, le projet augmentera la qualité de l'éducation pour un demi million d'enfants, dont plus de 60.000 à travers l'amendement. Il aura un impact significatif sur l'accès, en créant au moins 5.000 places de plus dans les écoles, et touchera la vie des milliers d'autres enfants en plus, qui apprécieront leurs leçons dans de nouvelles salles de classe. Il portera son impact sur l'efficacite en renforçant la capacite de gestion du Centre et des structures institutionnelles régionales au moment où de telles structures sont nécessaires pour faciliter le développement des efforts pédagogiques débutants dans la communauté et les secteurs privés.

## POPULATION SCOLARISABLE ET SCOLARISEE

Taux d'accroissement: 2,3%



DECISION No. 0254 /MEN

Portant organisation d'un séminaire d'élaboration d'un plan d'action du Projet de Développement de l'Éducation de Base au Mali pour la période 1992 - 1994 (4ème Projet Éducation/Mali-USAID).

Le Ministre de l'Éducation Nationale

Vu l'Acte Fondamental No. I/P. CTSP du 31 Mars 1991 ;  
Vu l'Ordonnance No. 20/CMLN du 20 Avril 1970 portant réorganisation de l'Enseignement en République du Mali ;  
Vu le Décret No. I/P-CTSP du 5 Avril 1991 portant nomination du premier Ministre ;  
Vu le Décret No. 91-458/P-CTSP du 21 Décembre 1991 portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu les nécessités de Services ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : Il sera organisé du 10 au 14 Février 1992 à Selingué, un séminaire d'élaboration d'un plan d'action à long terme du Projet de Développement de l'éducation de Base au Mali pour la période 1992-1994 (4ème Projet Éducation/Mali/USAID).

ARTICLE 2 : Les personnes dont les noms suivent sont autorisées à participer au dit séminaire.

1. MEN/CAB

Charles Danioko  
Amadou Daou  
Modibo Kane Cissé

2. DNEF

Souleymane Koné  
Mme Fatoumata N'Diaye  
Mme Korotoumou Koufè  
Mme Dandara Kanté  
Mamadou Diarra  
Adama Sy  
Jim Toliver

3. IPN

Alhamdou Tounkara  
Idrissa Diarra  
Lamine Mallé  
Ario I. Maïga  
Moïse Diarra  
Alpha Mohamed

4. BPE

Tahirou Kampo

Baba Traore  
Ibrahim Sissoko

5. DNAPLA

A. Wahab Touré

6. DAF

Aboubacar Konaté  
Daniel Gifondorwa

7. DRE du District de Bamako

Mme Bintou Sanankoua  
Mme Fatoumata Camara  
Mme Diallo Assiatou Berthé  
Mamadou Moussa Keita

DRE Bamako - District  
IEF Bamako IV  
Directrice Bamako III  
C.P. Bamako V

8. DRE de Sikasso

M'Bo Ba  
Fadjigi Konaté  
Cheick Ly  
Oumar Diallo

DRE - Sikasso  
IEF de Koutiala  
Directeur Sikasso I  
C.P. IEF de Bougouni II

9. DRE de Koulikoro

Cheick Oumar Dicko  
Djigui Keita  
Ramatoulaye Coulibaly  
Yaya Maïga

DRE Koulikoro  
IEF de Kolokani  
Directrice Kati-Camp D  
C.P. IEF Koulikoro

10. DRE de Ségou

Isac Dioné  
Samba Dianka  
Mme També Saran Sangaré  
Dramane Soundié Diarra

DRE Ségou  
IEF Ségou II  
Directrice Hamdallaye IC  
C.P. Niono

ARTICLE 3 : Les frais de transport, d'hébergement et de restauration sont à la charge de l'USAID.

ARTICLE 4 : Une indemnité journalière de 3.500 F CFA est accordée à tous les participants relevant du Ministère de l'Education Nationale. (financement USAID).

ARTICLE 5 : La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Bamako, le 10 FEVR. 1992

P/ le Ministre et P/O  
Le Chef de Cabinet

Bako



Ampliations :

MEN-CAB

→ Directions Nationales

DRE

→ USAID

FAC

→ GTZ

Transit Adm.

MEC/Finances

Intéressés

Archives

## **NOTICE D'INFORMATION**

### **Distribuée aux Participants avant le Séminaire**

Le séminaire de Sélingué se propose de planifier sur deux années à partir de 1992 les actions concrètes à conduire pour développer l'éducation de base au Mali.

Pour ce faire, il a été envisagé de réunir d'une part les usagers de l'école oeuvrant sur le terrain: familles, communautés villageoises, enseignants et directeurs d'école, représentants des inspections de l'enseignement fondamental et des directions régionales de l'éducation, et d'autre part des responsables au niveau national: directions de l'Enseignement Fondamental, de l'Institut Pédagogique National, de l'Administration et Finance, du Bureau des Projets de l'éducation.

Si les objectifs généraux sont d'essayer d'améliorer la qualité de l'instruction, de rechercher une plus grande équité dans les chances de scolarisation des garçons comme des filles, d'accroître l'efficacité du système éducatif à tous les niveaux, pour des raisons de commodité, il a été convenu de retenir quatre grands domaines de réflexion:

- . Formation,
- . Infrastructure,
- . Suivi et Evaluation,
- . Systèmes de gestion.

Les différents partenaires auront donc à se constituer en commissions en fonction de l'intérêt qu'ils portent à un de ces domaines, étant entendu que certaines des commissions exercent leur propre réflexion sur des thèmes transversaux.

Il serait souhaitable que chacune des commissions soit composée de représentants de

chaque catégorie de participants.

Dans chacun des domaines indiqués, les commissions auront à :

- . préciser les objectifs à atteindre
- . définir les moyens appropriés et élaborer un calendrier d'activités, un échéancier ayant autant que possible valeur d'engagement, et ce, aux différents niveaux de compétence.

Chaque jour, une séance plénière permettra de présenter une synthèse des réflexions conduites au sein des commissions, de sorte que chacun soit informé de leur état d'avancement.

A titre indicatif et non limitatif, quelques thèmes de discussion peuvent être suggérés.

Dans le domaine de la Formation:

- . Formation initiale mais aussi continue;
- . Formation des maîtres, mais aussi des élèves;
- . Par voie de conséquence, quel profil d'élève ?
- . Quelle est la finalité du premier cycle de l'enseignement fondamental ?
- . Fonctionnement des centres de formation;
- . Quels outils pour une formation idoine, etc ?

Dans le domaine de la Gestion:

- . Statistiques;
- . Programmes, les examens;
- . Inventaires;
- . Infrastructures;

. Financements, etc.

Dans le domaine du Suivi et de l'Evaluation:

- . Suivi des projets;
- . Evaluation du système: qualitativement et quantitativement;
- . Examens; etc.

Dans le domaine des Infrastructures:

- . Planification;
- . Maintenance;
- . Carte scolaire; etc.

Dans le cadre du 4ème Projet de l'Education de Base, piloté par l'USAID, d'autres intervenants sont ou seront impliqués: Coopération Française, Coopération Canadienne, Coopération Allemande entre autres.

L'assistance technique et financière ainsi proposée devrait permettre en dernier ressort au Ministère de l'Education Nationale de définir les priorités dans les actions à entreprendre parmi celles qui auront été suggérées par le séminaire, dans la mesure où celles-ci peuvent s'inscrire dans le cadre de la politique éducative définie par le gouvernement malien.